

ACCUEIL > ACTU > JUSTICE

Attentat déjoué : "On ne sera jamais à la hauteur de la menace"

INTERVIEW par Rédaction de France Info jeudi 16 juillet 2015 11:22



Le Plan Vigipirate est maintenu à un niveau d'alerte très élevé © Maxppp

Un nouvel attentat a été déjoué sur le sol français. Trois personnes dont deux mineurs sont en garde à vue. Mais pour Claude Moniquet, ex-agent de la DGSE et expert en terrorisme, "on ne pourra pas éviter chaque fois que le drame se produise". Pour lui, "la France est une cible non pas seulement parce qu'elle est engagée militairement en Irak et dans le Sahel, mais parce qu'elle est un Etat laïc".

Trois jeunes hommes de 17 à 23 ans planifiaient de décapiter un militaire gradé et de diffuser la vidéo de la macabre scène. Un nouvel attentat déjoué, prévu en janvier 2016, qui vient s'ajouter à la longue liste des attaques empêchées sur le sol français. Combien d'autres attaques ? Peut-on réellement faire face à cette menace ? Pour Claude Moniquet, ancien

agent de la DGSE et expert en terrorisme, *"il ne faut pas se faire d'illusion : on ne sera jamais à la hauteur de la menace"*.

Déjà en avril dernier, le Premier ministre Manuel Valls avait fait état de "cinq attentats" déjoués dans l'Hexagone dans les derniers mois. Ce nouveau projet macabre rappelle la pression constante exercée sur le sol français, cible privilégiée du terrorisme djihadiste, d'après Claude Moniquet : *"La France est une cible non pas seulement parce qu'elle est engagée militairement en Irak et dans le Sahel, mais parce qu'elle est un Etat laïc. La France est l'Etat le plus laïc de l'Europe, celui qui l'affiche de la manière la plus claire et la plus voyante, cela en fait donc une cible naturelle depuis de nombreuses années pour les terroristes djihadistes"*.

"Il n'existe pas d'assurance 100% contre le terrorisme"

Le "principal instigateur" de cet attentat déjoué avait été "signalé" pour "ses velléités de départ en Syrie. Signe que la surveillance fonctionne ? Certes, mais *"il ne faut pas se réjouir trop vite"*, prévient Claude Moniquet : *"Il n'existe pas d'assurance 100% contre le terrorisme, surtout quand on a affaire à de tout petits groupes. Là, on avait 3-4 personnes, dont une ou deux avaient déjà été repérées, qui vivaient dans différents coins de la France, donc qui devaient communiquer, ce qui a peut-être 'facilité' le travail des services de police. Mais si on avait affaire à une cellule plus restreinte ou à un individu isolé, là c'est beaucoup plus difficile à détecter."*

"Il faut bien appliquer la loi sur le renseignement qui vient d'être votée"

Les services de police et de renseignement, sur le pont depuis la vague d'attentats de janvier 2015. Ils font *"ce qu'ils peuvent"* mais la simple mise en parallèle de deux chiffres parle pour elle-même, selon l'ancien agent de la DGSE : *"1.600 à 1.700 concernés par la situation en Syrie, plus des centaines de sympathisants, des milliers de cibles potentielles : on voit bien que l'ensemble cumulé des services de la police, de la gendarmerie et des renseignements ne suffit pas à mener les enquêtes et à protéger les cibles potentielles. Donc l'Etat fait ce qu'il peut"*.

Que faire alors, pour être encore plus efficace ? Tout miser sur le renseignement, conclut Claude Moniquet, et *"bien appliquer la loi qui vient d'être votée"*.

<http://www.franceinfo.fr/actu/justice/article/attentat-dejoue-ne-sera-jamais-la-hauteur-de-la-menace-705739>